

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1963.

Loi en vigueur: 1975.

Régime d'assurance sociale:

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires, les travailleurs indépendants et les agents contractuels de l'Etat.

Sources de financement

Assuré: 2,5% du salaire.

Employeur: 5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré). 20 ans d'immatriculation et 120 mois de cotisations au cours des 20 dernières années. (Pour les travailleurs affiliés à l'assurance depuis le 1er mai 1964: 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années.) Cessation de toute activité rémunérée. Payable à l'étranger si accord de réciprocité. Les cotisations de l'assuré peuvent être remboursées aux travailleurs étrangers en cas de départ définitif du pays.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 30 mois de cotisations au cours des 5 dernières années. (Pas de stage pour les travailleurs en activité victimes d'un accident non professionnel.)

Pension de survivants: Le défunt avait 120 mois de cotisations, remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension, ou était pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 40% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Aug-

mentation de 1% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 240 mois.

Pension minimum: 80% du salaire minimum légal le plus élevé.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 50% du salaire mensuel moyen multiplié par le nombre de semestres de cotisations, si n'ayant pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 60% de la pension de vieillesse due si l'intéressé avait travaillé jusqu'à 55 ans.

Pension minimum: 60% du salaire minimum légal le plus élevé.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de vieillesse de l'assuré à la veuve n'exerçant pas d'activité salariée ou invalide. Si plusieurs oeuvres, pension répartie à parts égales. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin; 35% si orphelin de père et de mère, ou si la mère n'a pas droit à pension de veuve.

Maximum des pensions de survivants: 85% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de vieillesse normale de l'assuré multiplié par le nombre de semestres de cotisations, si n'ayant pas droit à pensions de survivants.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1975 (maternité) et 1976 (médicaments).

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité et prestations médicales)

(Le Code du travail de 1962 impose aux employeurs l'octroi de certains services médicaux.)

Champ d'application

Femmes salariées: Prestations de maternité.

Travailleurs salariés et personnes à charge: Prestations médicales.

Régime spécial pour les travailleurs indépendants, les agents contractuels de l'Etat et les indigents.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires pour les médicaments, 1,5% pour l'hospitalisation et 0,6% pour les évacuations médicales. Voir également cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: Femmes occupées dans un emploi assuré pendant au moins 4 mois.

Prestations médicales: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance (le Code du travail de 1962 impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie).

Prestations de maternité: 50% du salaire, plus soins de maternité gratuits.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (11 semaines en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Services médicaux fournis par les hôpitaux et dispensaires gérés par la Caisse, ou fournis par d'autres établissements participant au régime. Les services comprennent l'hospitalisation, les soins ambulatoires et les médicaments.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1935.

Loi en vigueur: 1975.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les membres de coopératives, apprentis et étudiants. Egalement, certaines catégories de travailleurs indépendants.

Régime spécial pour les travailleurs indépendants et les agents contractuels de l'Etat.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire reçu pendant les 30 jours précédant l'accident. Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité entre 10 et 50%, et par 150% du degré d'incapacité pour le pourcentage supérieur à 50%.

Somme forfaitaire si incapacité égale ou inférieure à 10%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux, dentaires et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, services de laboratoire, radiographies, réadaptation et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% du salaire de l'assuré. Egalement due au veuf.

Pension d'orphelins: 20% du salaire pour chaque orphelin; 35% pour chaque orphelins de père et de mère ou pour l'orphelin dont la mère ne perçoit pas de pension. Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire (si aucun survivant ayant droit à pension) égale à 6 mois du salaire du défunt, payable au membre de la famille, le plus proche.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant les frais d'enterrement. Maximum: 8 fois le salaire moyen mensuel de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1975.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus et pensionnés élevant des enfants nés avant la retraite.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires, les travailleurs indépendants, les agents contractuels de l'Etat et les indigents.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Les cotisations ci-dessus financent également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (17 ans si apprenti, 20 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 4 mois consécutifs et doit travailler 20 jours par mois (ou être veuve d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale: Examens médicaux périodiques prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 3 000 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 13 500 francs, payée en deux versements.

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 8 000 francs pour chaque naissance, plus bon layette de 45 000 francs.

Allocation scolaire: 10 000 francs par an pour chaque enfant à charge, qui fréquente une école primaire, secondaire ou technique.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.